J'espère qu'au cours des vingt-cinq prochaines années les membres de votre Mouvement accorderont encore plus d'attention aux armes chimiques et aux autres systèmes d'armes non nucléaires. J'estime qu'une partie de la mission éducative du Mouvement est de sensibiliser davantage le public au fait que la paix et la survie de l'humanité passent nécessairement par la limitation et la réduction de tous les systèmes d'armes. Ce serait une tragédie si les préoccupations du public en ce qui concerne les armes nucléaires, tout à fait compréhensibles et justifiables, devaient accroître la probabilité d'une guerre non nucléaire. Votre Mouvement ainsi que les gouvernements doivent continuer de promouvoir les mesures qui réduisent le risque du recours à la force -- c'est-à-dire du recours à tout système d'armes, quel qu'il soit.

Ma deuxième suggestion concerne la vérification. Selon les mots mêmes du Premier ministre à la Deuxième session extraordinaire, "la Communauté internationale doit s'attaquer aux problèmes de la vérification en étant consciente qu'ils constitueront un facteur déterminant dans les négociations sur le désarmement au cours des années 80". Naturellement, il s'adressait surtout aux gouvernements. Il n'en reste pas moins que les gens informés ainsi que les organisations non gouvernementales ont également un rôle vital jouer. Non seulement ils doivent contribuer à sensibiliser davantage le public mais ils doivent également veiller à ce que toutes les compétences disponibles soient utilisées dans ce dossier qui devient de plus en plus complexe. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, le Canada a accordé une importance particulière à l'élaboration de mécanismes internationaux de vérification. Au cours des dernières années, le gouvernement a fait appel aux compétences techniques qu'on retrouve dans un certain nombre de ministères et d'autres mesures sont prises dans le même sens à l'heure actuelle. Nous avons engagé des fonds pour que le Canada puisse devenir membre de l'Échange international de données sismologiques, un mécanisme international de vérification que l'on met en place parallèlement à une interdiction totale des essais nucléaires. D'ici quelques mois, le Canada se joindra aux pays qui échangent déjà des données de façon provisoire. Nous avons demandé que cet échange soit mis en place même avant que ne soit conclu le traité.

En ce qui concerne notre programme de recherches et d'information, établi après la Première session extraordinaire et sensiblement augmenté cette année, nous avons l'intention d'accorder une importance particulière au cours de l'année à venir aux projets de recherches menés par des universités, des institutions et des citoyens canadiens en matière de vérification.